

## *Appel aux élus et aux candidats*

### **Une urgence et une priorité : mettre en œuvre une autre politique éducative pour le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>nd</sup> degré, investir dans l'Éducation**

Le Service Public d'Éducation, et le 2<sup>nd</sup> degré en particulier, subissent depuis plusieurs années, les effets dévastateurs d'une politique éducative qui asphyxie l'École de la République, remet en cause ses missions fondamentales, les statuts de ses personnels et le sens même de leurs métiers.

Cette politique libérale s'est déjà traduite par la suppression de plusieurs dizaines de milliers de postes dont les conséquences sur la qualité de l'enseignement et l'offre de formation sont d'une extrême gravité. Elles passent par des réformes qui attaquent tous les secteurs du 2<sup>nd</sup> degré (collèges, lycées, éducation prioritaire, voie technologique, formation des nouveaux enseignants, gestion des personnels...) et les statuts des personnels.

Mais cette politique obéit aussi à des objectifs idéologiques : renoncement à toute perspective de démocratisation et à l'ambition de donner un enseignement de qualité à tous les jeunes, mise en place d'une école à plusieurs vitesses, remise en cause du caractère national du Service Public d'Éducation notamment par le biais de l'autonomie des établissements, volonté affirmée et déjà mise en œuvre de casser les statuts des personnels.

Cette politique a porté des coups particulièrement rudes à notre système éducatif.

La crise de recrutement d'une ampleur sans précédent qui, aujourd'hui, frappe le Service Public d'Éducation et menace son avenir, en est une preuve flagrante : réduction massive du nombre de postes mis aux concours, inférieur de moitié aux besoins de renouvellement, « formation » des stagiaires réduite à un vague compagnonnage, dévalorisation de notre métier, dégradation de son image, des conditions de travail et d'emploi, explosion de la précarité.

Parce qu'il concerne directement l'avenir de la jeunesse, l'emploi et les qualifications, et au delà les perspectives économiques à moyen et à long terme, l'avenir du Service Public d'Éducation est un enjeu de société.

C'est pourquoi il est aujourd'hui urgent et indispensable de mettre en œuvre une autre politique éducative, en rupture avec celle menée ces dernières années, une politique éducative qui redonne la priorité à l'Éducation, ambitieuse pour l'avenir du Service Public d'Éducation, pour ses personnels et pour la jeunesse de notre pays.

Il faut pour cela réaffirmer et renforcer les missions du Service Public et leur caractère national, réaffirmer l'objectif de démocratisation, mettre en place, pour le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>nd</sup> degré, une politique budgétaire et de créations de postes pluriannuelle et ambitieuse qui permettra à la fois de reconstruire ce qui a été détruit et de mettre en œuvre concrètement l'objectif de démocratisation, reconnaître les qualifications et l'expertise des personnels, réaffirmer et renforcer leurs statuts, revaloriser leur métier et apporter des solutions durables et efficaces à la crise des recrutements.

Nous avons tous conscience de l'immensité de ce chantier.

Il nécessite une programmation pluriannuelle des moyens et des réformes, et un plan d'urgence pour la rentrée 2012.

Il nécessite aussi de s'appuyer sur l'investissement des personnels, la reconnaissance, y compris dans leurs carrières et leurs salaires, de leurs compétences et de leur professionnalité, ce qui passe aussi nécessairement par la mise en place d'un réel dialogue social avec la profession et avec ses représentants.